

LE RISQUE DE CREDIT : QUELLES PARTICULARITES DES INSTITUTIONS DE LA FINANCE PARTICIPATIVE ?

Par

Abdelhamid AIT BIHI

**Professeur à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG) -
Université Ibn Zohr - Agadir – Maroc.**

Résumé :

Le risque de crédit est au centre des préoccupations des banques. Ces dernières assurent la fonction d'intermédiation financière et jouent un rôle important dans le fonctionnement d'une économie.

Les banques islamiques, comme celles conventionnelles gèrent leur exposition au risque de crédit en sélectionnant les bons projets et les bons profils (en termes de solvabilité). La notation client est importante puisqu'elle permet de mesurer le risque, mais aussi de segmenter la clientèle. Les exigences des autorités de régulation sont très importantes à ce niveau.

Les particularités de la banque islamique sont principalement liées à la structure de son bilan. Le principe de partage des pertes et des profits (PPP) rend les actifs et les passifs moins diversifiés que dans la banque conventionnelle. Globalement, ces banques sont moins risquées (en matière de crédit), mais leur fonctionnement est plus complexe sur les opérations de financement.

Mots clés : risque de contrepartie, gestion bancaire, réglementation prudentielle, ratio chari'a, PPP, banque islamique.

Summary:

Banks perform the function of financial intermediation and play an important role in the functioning of an economy. Islamic banks, like conventional ones, manage their exposure to credit risk by selecting the right projects and the right profiles (in terms of solvency). The customer rating is important because it allows to measure the risk but also to segment the customer. The requirements of the regulatory authorities are very important at this level. The peculiarities of the Islamic bank are mainly related to the structure of its balance sheet. The principle of profit-and-loss sharing (PPP) makes assets and liabilities less diversified than in conventional banking. Overall, these banks are less risky (in terms of credit), but their operation is more complex on financing operations.

Key words: counterparty risk, banking management, prudential regulation, capital ratio, shari'a, PPP, Islamic bank

Introduction

Le risque de crédit ou risque de défaut de remboursement des prêts est le plus ancien et, encore aujourd'hui, le principal risque pour une banque. Durant les années 1980, ce risque a fortement augmenté en raison de la montée en puissance de divers facteurs :

- la forte augmentation des faillites d'entreprises après les deux chocs pétroliers,
- la forte baisse de la valeur des actifs des sociétés sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt nominaux et réels,
- la montée des risques pays et la crise de la dette des PVD.

Face à la montée du risque de crédit, le système bancaire et financier est apparu fragile, comme en témoigne le retour de difficultés ou de faillites de grandes banques connues depuis les années 1930 (Continental Illinois en 1984, banques texanes à partir de 1985, notamment) et la réapparition des crises financières (krach boursier de 1987, crises spéculatives sur les marchés des changes, crise de 2008). Cette fragilité était accentuée par la faiblesse relative du montant des fonds propres des banques, notamment des grandes banques internationales les plus engagées dans les opérations présentant les risques les plus élevés. De plus, sous l'effet de la déréglementation financière et du renforcement de la concurrence entre banques, celles-ci ont été confrontées à une forte érosion de leurs marges, contribuant mécaniquement à la faiblesse de leurs fonds propres.

Les banques islamiques, en tant que fournisseur de services financiers sont aussi concernées par ces risques malgré leur jeune âge en comparaison avec les banques conventionnelles. D'autres incertitudes liées aux particularités des produits financiers islamiques respectant les principes de la chari'a sont spécifiquement traitées avec une perception propres aux organismes de la finance participative. Ainsi, en matière de risque de crédit, les banques islamiques doivent aussi gérer les incertitudes liées au financement des agents économique, mais leur spécificité apparaît principalement à deux niveaux :

- Tout d'abord, la nature et les composantes du risque de crédit changent avec la particularité des produits financiers proposés par la banque islamique ;
- Puis, de nouvelles incertitudes apparaissent dans la relation de financement à cause de la structure atypique des actifs et des passifs des banques islamiques.

L'objectif principal de cet article est de mettre en évidence les particularités de la banque islamique en matière de gestion du risque de crédit.

Pour ce faire, nous analyserons, dans un premier lieu, les particularités de l'intermédiation bancaire, avant d'étudier, dans un second lieu, les composantes de la gestion du risque de crédit des banques conventionnelles et les spécificités de la banque islamique en la matière.

Les pratiques des banques et des régulateurs en matière de la prévention du risque de crédit sont analysées à la lumière du contexte marocain.

1. Quelles sont les particularités de l'intermédiation bancaire

Les banques jouent un rôle primordial dans le fonctionnement d'une économie. Elles collectent les fonds des agents économiques qui ont un excédent de liquidité sous forme de dépôts et les injectent dans l'économie sous forme de prêts. Cette fonction d'intermédiation, appelée aussi finance indirecte, assure le financement des ménages et des entreprises et permet par conséquent la dynamisation de la création de valeur. Elle est aussi importante que la finance directe même dans les pays où les marchés financiers sont bien développés comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne (Mishkin, 2007).

Les banques existent donc parce qu'elles offrent la liquidité (Bernanke et Gertler, 1985). Le recours massif aux banques en tant qu'intermédiaire financier est expliqué par l'existence de trois phénomènes importants :

- l'existence des couts de transaction
- la gestion de la liquidité
- l'exposition au risque
- l'asymétrie d'information

1.1 L'existence des couts de transaction et gestion de la liquidité

L'existence de toute organisation peut être justifiée par l'existence des couts de transaction. Ces derniers sont justifiés par le comportement opportuniste des agents, par la recherche de l'information pertinente ou encore par l'incertitude des marchés (Williamson, 1975).

Dans le cas de la relation de financement, les prêteurs doivent dépenser de leur temps et de leur argent pour sécuriser la transaction financière. Le paiement d'un juriste, par exemple, pour rédiger les contrats est fréquent dans le cas d'un financement direct entre les agents.

Quand il s'agit d'un montant peu important, ce type de cout peut être plus élevé que les intérêts perçus par le prêteur.

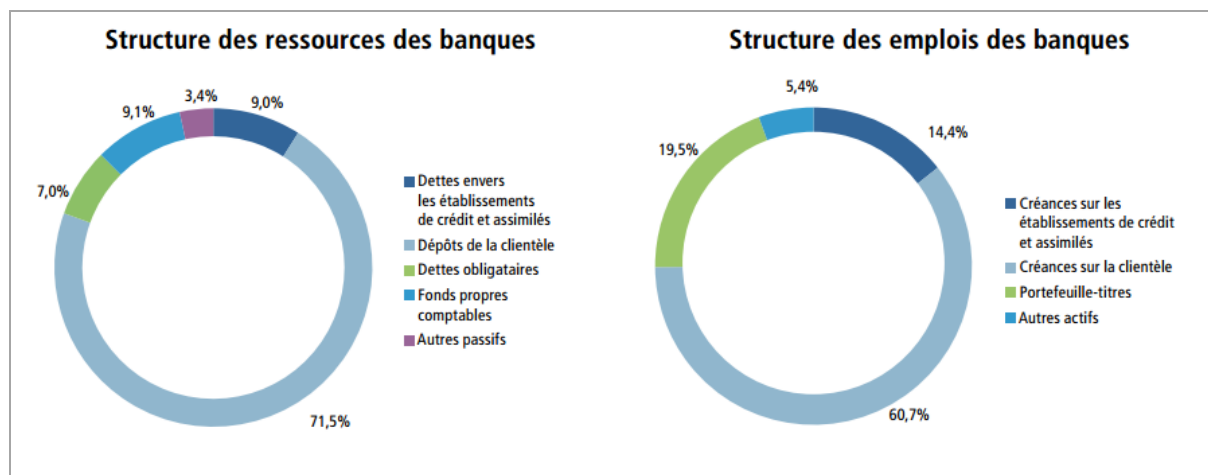
Le rôle de la banque est de réduire les couts de transaction. Elle peut intervenir efficacement parce qu'elle détient le savoir faire nécessaire et bénéficie des économies d'échelle. Le grand nombre d'opérations effectuées par la banque et la standardisation des contrats permettent d'avoir des couts minimales sur les opérations financières. Par exemple, la banque paiera cher un juriste pour mettre en place un contrat type de crédit mais ce dernier sera utilisé dans des milliers d'opérations de prêts. Le cout unitaire (de la rédaction des contrats) est ainsi négligeable.

Par le système de collecte des dépôts et de l'octroi des crédits, la banque permet à de petits prêteurs nombreux de prêter indirectement aux emprunteurs. En outre, elle offre un service de liquidité (dépôts à vue) et facilite les transactions entre les agents économiques.

La fonction d'intermédiation de la banque est illustrée dans son bilan (Figure 1). En effet, son passif est constitué principalement par l'interbancaire et par les dépôts considérés comme des dettes (71,5 % pour les dépôts). Les fonds propres ne sont pas importants par rapport au total bilan et ne financent pas l'activité de crédit. L'émission de titres, principalement les certificats de dépôts et les obligations, permet de compléter le financement de la banque.

Quant à l'actif, il est composé principalement des créances sur la clientèle des entreprises et des particuliers (60,7 %). Les banques qui ont une activité de marché importante, disposent aussi d'un portefeuille de titres dans leur bilan.

Figure 1 : structure des ressources et des emplois des banques marocaines



Source : rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur la supervision bancaire (2015)

La fonction d'intermédiation de la banque permet donc de transformer la dette à court terme (dépôts) en emplois à long terme (crédits). La banque finance le long terme par le court terme. Ce décalage en termes de maturité entre les ressources et les emplois rend la gestion de la liquidité une fonction majeure au sein de la banque.

1.2 L'exposition au risque

Les prêteurs passent par la banque pour réduire leur exposition au risque (Mishkin, 2007). A ce niveau, l'intermédiaire financier propose ainsi deux processus important dans le cadre de l'opération de financement :

- la transformation : les déposants prêtent aux banques qui peuvent être considérées comme acteurs solvables¹. Cela leur permet de réduire leurs efforts de surveillance d'autant plus que le secteur bancaire est très réglementé et surveillé par les pouvoirs publics. Par conséquent, les déposants délèguent la gestion des risques liés aux prêts à des spécialistes qui disposent de l'expertise et des moyens nécessaires pour le faire tout en réduisant les couts des transactions. En contrepartie du taux d'intérêt, l'intermédiation transforme ainsi des actifs risqués en actifs plus sûrs pour les déposants.
- la diversification : la banque peut diversifier son portefeuille de prêts sans subir des couts de transactions importants. Elle investi dans des actifs qui ne sont pas exposés aux mêmes risques (prime, middleprime et parfois subprime)². Chose qui n'est pas possible pour de nombreux déposants surtout ceux dont les dépôts sont peu importants. Cette diversification permet de réduire le risque global du portefeuille de la banque.

1.3 L'asymétrie d'information

Les banques existent parce qu'il y a l'asymétrie d'information. Les prêteurs ne peuvent connaître ni la situation réelle des projets qu'ils veulent financer ni le degré de sincérité des

¹ Même en cas de difficultés majeures des banques, les dépôts sont garantis par l'assurance dépôt. Quand cela n'est pas suffisant, les pouvoirs publics renflouent les banques.

² La clientèle « prime » est une clientèle peu risquée et bien notée par la banque comme les haut-fonctionnaires par exemple. La clientèle « subprime » est une clientèle très risquée avec des probabilités de défaut importantes comme les chômeurs par exemple. La clientèle « middleprime » est une clientèle moyennement risquée comme les salariés par exemple.

emprunteurs. Ils confient aux banques cette tâche parce qu'ils pensent qu'elles sont outillées pour le faire correctement. Diamond et Dybvig (1983)

L'évaluation des emprunteurs reste la principale difficulté que les banques doivent gérer quotidiennement dans le cadre de l'activité principale qui est l'intermédiation. Le risque de crédit qui reste la principale composante des risques bancaires, résulte généralement de l'asymétrie d'informations qui accentue l'incertitude suite à des problèmes de l'anti-sélection et du risque moral.

L'anti-sélection résulte d'un comportement opportuniste de l'emprunteur qui profite d'une information asymétrique dans la phase qui précède la conclusion du contrat de crédit. Les agents profitent de leur meilleure connaissance des projets et cachent leurs vrais risques pour obtenir un prêt à un taux convenable. A ce niveau ils peuvent exagérer délibérément les cash flows futurs. Ce sont d'ailleurs les agents qui désirent le plus obtenir des prêts qui sont porteurs du risque de crédit potentiellement le plus élevé. Le risque pour la banque est accentué quand elle sélectionne des mauvais emprunteurs et refuse les bons. Par conséquent, dans la mesure où l'anti-sélection accroît les chances de consentir des prêts à des emprunteurs à risques, les prêteurs peuvent décider de n'accorder aucun prêt, même s'il existe de bons risques sur le marché. C'est ce rationnement du crédit³ qui pourrait avoir des effets néfaste sur l'activité économique.

Par ailleurs, le risque moral résulte d'une modification du comportement de l'emprunteur après la conclusion du contrat du crédit. En effet, après la réception des fonds, l'entrepreneur pourrait être tenté de prendre plus de risques, en s'engageant dans des activités non souhaitables, pour augmenter sa rentabilité et rembourser plus facilement son emprunt. Ces prises de risque augmentent la possibilité de défaillance et menacent ainsi la capacité de l'emprunteur à rembourser ses dettes. En engageant des fonds qui ne leur appartiennent pas dans des activités risquées, ces emprunteurs couvrent le renchérissement du cout du prêt (Stiglitz et Weiss, 1981). Dans la mesure où le risque moral diminue la probabilité de remboursement du prêt, les prêteurs peuvent décider qu'il est préférable de ne pas accorder de prêt du tout.

Dans la pratique, afin de réduire ces incertitudes, les banques demandent généralement des garanties avant l'octroie du crédit. En effet, en individualisant les termes du contrat pour

³ Baisse significative de la production du crédit. Le rationnement de crédit peut accentuer les problèmes économiques en privant certaines entreprises saines d'une partie de leurs sources de financement.

chaque crédit (durée, garanties exigées, taux d'intérêt,...) la banque essaye de collecter le maximum des informations afin de juger la qualité de l'emprunteur et de réduire toute incitation à adopter des comportements opportunistes une fois le prêt est accordé. La prise de garantie reste la variable disciplinaire la plus étudiée par les études empiriques. Ces dernières mettent en évidence une relation positive entre le niveau des garanties et le risque de l'emprunteur (Berger et Udell, 1994). Par ailleurs, la banque peut procéder à la souscription d'une assurance crédit qui garantie le remboursement des fonds en cas de défaillance du client. Cependant, il est important de préciser l'inconvénient potentiel de la prise d'une assurance crédit. C'est-à-dire qu'en limitant les pertes subies par les créanciers en cas de faillite, elle peut inciter la banque à négliger l'évaluation ex ante du risque des emprunteurs. Nous reviendrons sur les outils de gestion du risque de crédit plus loin.

1.4 Le cas des banques islamiques

L'intermédiation islamique doit respecter les directives de la Chari'a, à savoir l'interdiction du taux d'intérêt, du Gharar (la spéculation), de l'investissement dans des secteurs prohibés par la religion et le respect du principe d'adossement à un actif tangible.

Comme ces banques assurent principalement une fonction de financement de l'économie, elles connaissent, dans leur relation avec les clients, les mêmes phénomènes cités dessus pour les banques traditionnelles (l'existence des coûts de transaction, l'exposition au risque, l'asymétrie d'information).

La particularité de la banque islamique, à ce niveau, est le principe de partage des pertes et profits (PPP). En effet, s'agissant du passif, la banque islamique se finance par des dépôts d'investissement. L'actif, quant à lui est composé par des contrats de participation aux profits (Moudharaba ou Moucharakata) avec des financements octroyés aux projets lucratifs respectant les principes de la chari'a. A ce niveau, la réalisation du risque de crédit affecte principalement les déposants qui partageront les pertes avec les entrepreneurs financés. La situation de la banque dans ce cas est similaire à celle d'un fond d'investissement (de forme mutualiste).

Cependant, dans la pratique, cette particularité existe mais ne concerne pas l'ensemble des transactions de la banque islamique. Du côté du passif, la banque islamique se finance aussi par Qard Hassan (prêt sans intérêt) ou Wadi'a (dépôt) qui sont des fonds disponibles à la demande du client et, par conséquent, similaires aux dépôts à vue qu'on trouve dans la

banque conventionnelle. Du côté de l'actif, à l'instar des financements participatifs cités ci-dessus, la banque islamique propose une panoplie de produits : Mourabaha, Salam (livraison différée avec paiement anticipé), Istisnaâ, Ijara (leasing)...

Le risque de liquidité, lié à la transformation de passifs à court terme en actifs sur le long terme existe aussi dans la banque islamique. Celle-ci garde plus de liquidités qu'une banque conventionnelle qui a accès à un marché interbancaire caractérisé par le taux d'intérêt (Khan et Batti, 2008).

Les sukuk sont ainsi une ressource alternative de plus en plus populaire auprès des banques islamiques: maturités plus longues et liquidité importante.

Les orientations récentes montrent que les banques islamiques ont de plus en plus besoin de gérer le risque de liquidité à l'image de leurs homologues conventionnelles (Salman, 2013). Elles travaillent principalement sur l'adéquation des maturités des actifs et des passifs sans compter sur leur capacité à liquider les actifs.

En fin il est à noter aussi le lien qui existe entre la rentabilité des actifs de la banque islamique et sa capacité à attirer ou fidéliser les déposants. Ces derniers sont tentés de délaisser les banques qui financent des projets non lucratifs ce qui pourrait causer une crise de liquidité majeure.

2. Les pratiques des banques en matière de gestion de risque de crédit

Les banques sont contrôlées et surveillées par la banque centrale qui regarde de près la qualité de leurs publications comptables et prudentielles. L'objectif principal étant de garantir la solvabilité individuelle mais aussi collective des banques. Selon le plan comptable des établissements de crédit (PCEC)⁴, les documents comptables doivent donner une image fidèle non seulement du patrimoine et des performances de la banque mais aussi de ses risques et de sa situation financière.

Les banques doivent respecter un ensemble de principes comptables dans la rédaction des états de synthèse et des engagements hors bilan. La particularité de la comptabilité bancaire

⁴ Cadre réglementaire de la comptabilité bancaire au Maroc

(nationale⁵) réside dans la prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique. Le but principal du régulateur est d'avoir des documents comptable en juste valeur⁶.

Concernant le risque de crédit, sans être exhaustif, trois pratiques bancaires permettent de le traiter. Elles sont particulièrement surveillées par la banque centrale à savoir l'organisation de la gestion du risque de crédit au sein de la banque, le cout du risque et la qualité des actifs. La production comptable de la banque à ce niveau est très dense avec une fréquence de publication importante (mensuelle dans certains cas).

2.1 L'organisation de la gestion du risque de crédit

En matière de risque de crédit, les banques mettent en place un système de notation de clientèle respectant les exigences de la banque centrale. Cette dernière contrôle la pertinence des modèles et leur adéquation aux lignes directrices qu'elle a fixées. Le calcul de la probabilité de défaut, qui est à la base de la notation, est ainsi au centre des préoccupations bancaires puisqu'elle permet de décider de l'octroi ou non du crédit.

L'établissement bancaire doit décrire clairement ses pratiques en matière de gestion des risques de toute nature. Les exigences de la banque centrale (Bank-Al-Maghrib) concernent principalement :

- Le contrôle interne : l'établissement de crédit doit décrire l'organisation⁷ et les moyens du dispositif du contrôle interne⁸. Il doit aussi garantir l'indépendance des différents intervenants et indiquer le rattachement hiérarchique de l'audit ou de l'inspection en précisant quels sont ses effectifs, ses méthodes de travail et son organisation.
- Les outils d'information et de pilotage y compris le contrôle de gestion, mis en place pour mesurer les risques et la rentabilité.

⁵ Qui s'inspire largement des normes et pratiques internationales

⁶ La comptabilité bancaire n'étant pas le thème de l'article, pour plus de détails se référer au plan comptable des établissements de crédit publié notamment dans le site internet de Bank Al-Maghrib

⁷ Selon le PCEC, l'établissement de crédit doit déterminer le niveau de responsabilité des organes qui interviennent dans le contrôle interne et leur rôle respectif : conseil d'administration ou conseil de surveillance, président ou directeur général ou directoire, inspection et audit, responsables hiérarchiques des différentes activités

⁸ Notamment : la « charte d'audit » que l'établissement de crédit doit produire pour expliquer les objectifs généraux assignés au contrôle interne et les moyens mis en place.

- Les comités techniques : comme toute société anonyme l'établissement de crédit doit respecter les dispositions de la loi, notamment les articles 51 et 76 de la loi sur les sociétés anonymes.

En matière de risque de crédit, les exigences de la banque centrale sont importantes. L'établissement de crédit doit décrire d'une manière détaillée sa politique de crédit et de la division des risques (les critères de sélection des crédits par segment de clients, par zones géographique, la tarification et les garanties, la couverture, l'encours maximum, le niveau de risque accepté...)

Par ailleurs, l'établissement de crédit doit décrire les procédures d'octroi de l'ensemble des crédits (préciser ceux qui échappent à ces procédures). Les intervenants dans la fonction de crédit sont déterminés tout en précisant les niveaux de délégation (autorisation) donnés à chaque échelon⁹.

Il est à noter que l'établissement de crédit doit aussi veiller à :

- La séparation des tâches liées au crédit (autorisation des engagements, réalisation et enregistrement) ;
- La réalisation de l'opération de crédit dans des conditions normales ;
- La centralisation des risques au niveau du groupe ;
- L'indépendance de l'unité, qui procède à la vérification des dossiers de crédit, des unités opérationnelles. La périodicité de vérification des dossiers de crédit (notamment sensibles) est aussi précisée ;
- La mise en place des mesures et des procédures qui permettent la détection précoce des difficultés financières éventuelles des emprunteurs ;
- La mise en place d'un système de notation interne des crédits, le suivi de la qualité des actifs (crédits) et déterminer les conditions éventuelles de changement de la notation et du reclassement en créances en souffrance le cas échéant ;
- La définition d'un système de provisionnement des crédits à risque et des créances en souffrance ;
- Le calcul du ratio de solvabilité Tier 1 avec les fonds propres de base.

⁹ Selon le PCEC « Il précise également à partir de quel montant, deux personnes au moins interviennent, à chacun des échelons, pour autoriser les crédits ».

2.2 Le coût du risque

D'un point de vue comptable, les crédits octroyés par les banques sont enregistrés comme des créances sur clientèle. La banque doit faire une classification des créances en trois catégories¹⁰:

- les créances saines : dont le remboursement est effectué normalement et les contreparties, sont capables d'honorer leurs engagements futurs ;
- les créances en souffrance : qui présentent un risque de non remboursement suite à la dégradation de la situation immédiate ou future de la contrepartie ;
- les créances irrégulières : qui sont des créances en souffrance assorties d'une garantie.

Concernant les créances en souffrance, les établissements de crédit font la distinction entre trois catégories de créances. La première concerne les créances pré-douteuses où sont classés les crédits dont une échéance n'est pas réglée 90 jours après son terme ou dont les remboursements peuvent être affectés par certains événements (baisse significative du chiffre d'affaires, endettement excessif, décès, dissolution, mise en liquidation, des difficultés au niveau du secteur d'activité...). La deuxième concerne les créances douteuses et regroupe les encours de crédits dont une échéance n'est pas réglée 180 jours après son terme. Quant à la troisième, les créances compromises, elle regroupe les encours des crédits dont une échéance n'est pas réglée 360 jours après son terme (ou dont la contrepartie a de très grandes difficultés à continuer son activité).

Le ratio créances en souffrance divisées par total des créances sur clientèle permet de donner une indication sur la qualité des actifs et de faire une première appréciation du risque de crédit.

Les créances en souffrance font l'objet de provisions. Ces dernières sont calculées pour chaque ligne de crédit selon les modalités dictées par le régulateur. C'est une mesure comptable du risque de crédit par le calcul du coût du risque. Les créances pré-douteuses sont provisionnées¹¹ à hauteur d'un minimum de 20%, alors que les créances douteuses le

¹⁰ Circulaire n° 19/G/2002 du 23/12/2002 / classification des créances et à leur couverture par les provisions

¹¹ Déduction faite des garanties : par exemple 100% pour les garanties reçues de l'Etat, 80% pour les garanties reçues des institutions financières et 50% pour les hypothèques sur des biens immobiliers.

sont à hauteur d'un minimum de 50% et les créances compromises le sont à hauteur de 100%.

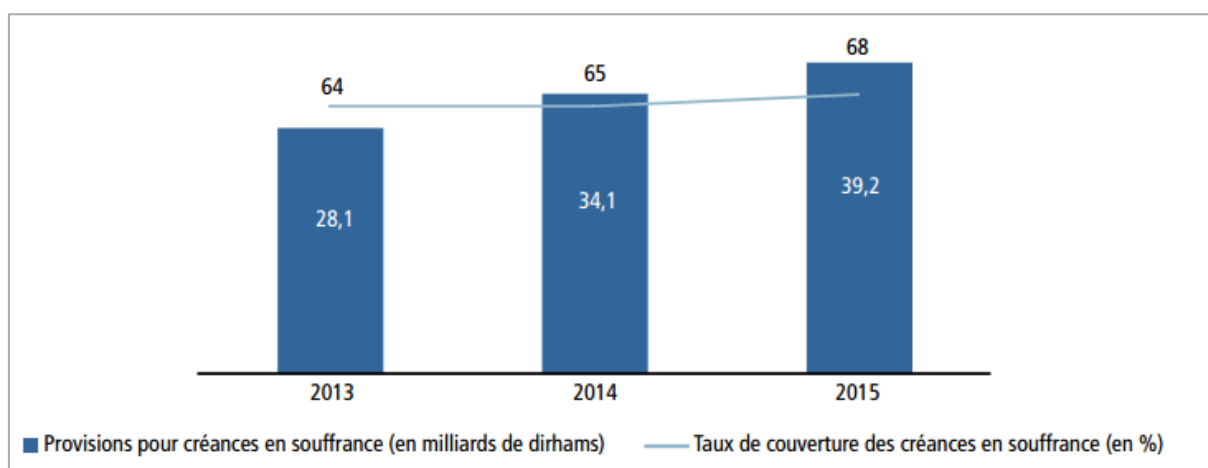
Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions permet ainsi de déterminer, d'un point de vue comptable, le degré de prudence de l'établissement de crédit. Il en ressort qu'au Maroc, selon le rapport de la banque centrale sur la supervision bancaire, les sociétés de financement disposent des portefeuilles de crédit les plus risqués avec un taux des créances en souffrance de 9.8%, suivies des banques traditionnelles avec 5.9% et les associations de microcrédit avec 4.3%.

L'établissement de crédit doit aussi préciser dans les états de synthèse (notamment l'état A1) : « la méthode de classification des créances en souffrance, la méthode de calcul des provisions pour chaque catégorie de créance, la modalité de comptabilisation des agios sur créances en souffrance et des créances restructurées, la méthode de reprise de provisions et des agios relatifs aux créances en souffrance ayant fait l'objet d'une restructuration, et les critères d'évaluation et d'imputation des créances irrécouvrables au compte de produits et charges »¹².

$$\text{Coût du risque} = \text{dotations aux provisions sur créances clientèle} + \text{pertes sur créances irrécouvrables} - \text{reprises sur créances clientèles}$$

La banque centrale surveille de près l'évolution des créances en souffrance et du coût du risque. D'un point de vue macroéconomique l'agrégation des données individuelles des banques permet de donner une vision globale sur le profil du risque du secteur bancaire.

Figure 2 : provisions pour créances en souffrance des banques marocaines



¹² Plan comptable des établissements de crédit

Source : rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur la supervision bancaire (2015)

Dans le cadre de sa supervision du secteur bancaire, la banque centrale publie la répartition des créances en souffrance par type d'emprunteur (ménage, entreprise), par type de secteur d'activité ou encore par type d'établissement de crédit.

2.3 Cas des banques islamiques

Dans un contexte réglementaire, les banques islamiques sont contrôlées au même titre que les banques conventionnelles et elles ont les mêmes exigences en matière de :

- La gestion des risques : identification, mesure, couverture et organisation interne ;
- La gestion de la liquidité : les ratios de liquidité ;
- Le niveau des fonds propre : les ratios de solvabilité (comité de Bâle) ;
- La quantité d'information financière publiée : la discipline de marché ;
- La mise en place d'un système de contrôle interne efficace.

En matière de risque de crédit, trois phénomènes réduisent l'exposition des banques islamiques (en comparaison avec les banques traditionnelles) :

- La collatéralisation des portefeuilles de crédit : les opérations sont adossées à des actifs réels ce qui réduit l'exposition de la banque en cas de défaut de l'emprunteur.
- L'allocation des fonds propres : les banques islamiques ont en général une meilleure visibilité quant à l'allocation économique de leurs fonds vers les actifs financés.
- L'absence d'actifs toxiques : en respectant les principes de la chari'a, les banques islamiques ne peuvent pas octroyer de crédits subprime, ni porter des expositions à effets de levier (via un endettement surdimensionné), ni acquérir de produits structurés risqués, ni investir dans des instruments re-packagés manquant de traçabilité.

Khan et Ahmed (2001) ont étudié la gestion du risque de crédit dans 17 institutions financières islamiques de 10 pays différents¹³. Ils trouvent que les banques islamiques estiment que le risque de crédit est le risque majeur de l'activité bancaire. D'autant plus que certains outils de couverture ne sont pas autorisés par les principes de la chari'a. Par exemple, un contrat Murabaha ne peut pas être réévalué et la banque ne peut pas utiliser des

¹³ en utilisant des questionnaires et des entretiens sur le terrain avec les banquiers islamiques.

swaps pour couvrir ce risque. Leurs résultats soulignent également que le manque d'accès aux instruments financiers (notamment dérivés) et d'un marché monétaire (sauf en Malaisie et dans une certaine mesure Bahreïn) entrave la gestion des risques dans les institutions financières islamiques.

Ceci dit, à l'instar du risque de contrepartie, certains risques additionnels peuvent être expliqués par la nature des contrats proposés par les banques islamiques :

- La marge : liée principalement aux évolutions macro-économiques qui peuvent influencer négativement la valeur du collatéral ;
- La nature et la multitude des contrats augmente le risque juridique.
- Les risques de réputation sont difficiles à identifier, à cerner, à quantifier et à réduire. Les banques islamiques ne pourront s'en prémunir qu'en favorisant un degré élevé d'intégrité et de déontologie, décliné jusqu'au niveau le plus individuel.
- La concentration des actifs augmente l'exposition globale de la banque islamique. La majorité des financements sont sous forme de Mourabaha ou Moucharaka.

En matière de mesure de risque crédit, les banques islamiques utilisent des modèles classiques basés sur la correspondance des maturités et la notation des crédits. Elles préfèrent les approches les moins sophistiquées.

Conclusion

Les problématiques de la gestion bancaire sont liées principalement à la rentabilité, à la liquidité, à la solvabilité et à la gestion des risques (de crédit, marché et opérationnel). Elles sont d'actualité pour les banques aussi bien conventionnelles qu'islamiques.

La banque transforme des passifs liquides en actifs illiquides. Elle est ainsi exposée au risque d'illiquidité et doit assurer une bonne gestion Actif-Passif. En comparaison aux banques conventionnelles, les banques islamiques ne peuvent pas utiliser un ensemble d'instruments de financement sur le marché interbancaire par exemple (l'existence du taux d'intérêt).

Concernant les relations de financement des agents économiques, l'existence des coûts de transactions et de l'asymétrie d'information justifie l'existence des banques. Ces dernières doivent ainsi gérer le risque de crédit. Les banques islamiques ont un avantage considérable notamment en matière d'absence d'actifs toxiques (les subprimes par exemple puisqu'elles

choisissent les projets rentables) et d'existence de collatéral qui constitue une garantie supplémentaire.

Par contre, les banques islamiques peuvent voir leur risque global augmenter suite à l'impact de leur réputation sur le comportement des déposants et des clients en général.

Cette recherche, orientée vers la pratique des banques, n'est que le début de l'exploration des particularités de la banque islamique et sera complétée dans un avenir proche par une étude empirique sur le lien entre le rendement des actifs et la capacité de la banque islamique à attirer les déposants.

Bibliographie :

Accounting and Auditing Organisation for Islamic Financial Institutions (AAOIFI) [1999]: Statement on the Purpose and Calculation of the Capital Adequacy Ratio for Islamic Banks, Manama.

Al-Omar, F. and Abdel-Haq, M. (1996) *Islamic Banking: Theory, Practice and Challenges*. Karachi, Pakistan: Oxford University Press.

H. Ahmed [2009] : "Financial Crisis: Risks and Lessons for Islamic Finance", *International Journal of Islamic Finance*, Vol 1, N°1, pp. 7-32.

B. Bernanke, M. Gertler [1985] : *Banking and general equilibrium*, National Bureau of Economic Research, Working Paper n° 1647.

Bhattacharya, S., Boot, A.W.A., Thakor, A.V. (1998), « The economics of bank regulation », *Journal of Money Credit and Banking*, Vol. 30, N° 4, November.

I. Akkizidis, S. K. Khandelwal [2008] : *Financial Risk Management for Islamic Banking and Finance*, Palgrave Macmillan, Hardback, 252 pages.

S. Archer, R. A. A. Karim [2006] : "On capital structure, risk sharing and capital adequacy in Islamic banks". *International Journal of Theoretical and Applied Finance*, N°9, pp. 269-280.

K. Ben Jedidia [2012]: « L'intermédiation financière participative des banques islamiques », *Etudes en Economie Islamique*, Vol 6, N°1, pp.17-31.

D. W. Diamond, P.H. Dybvig [1983] : "Bank runs, deposits insurance, and liquidity", *Journal of Political Economy*, Vol 91, N°3, pp. 401-19.

Genotte, G., Pyle, D. (1991) : « Capital controls and bank risk », *Journal of Banking and Finance*, 15, 805-24.

A. Hassoune [2003] : « La solvabilité des banques islamiques : forces et faiblesses », Revue d'Economie Financière, n°72.

T. Khan, H. Ahmed [2001] : *Risk Management: An Analysis of Issues in Islamic Financial Industry*, Occasional Paper N°5, Islamic Research and Training Institute, Islamic Development Bank, Jeddah.

M. Khan, M. I. Bhatti [2008] : “Development in Islamic banking: a financial risk-allocation approach”, Journal of Risk Finance, Vol 9, N°1, pp. 40-51.

Noraini M., Ariffin E., Simon A., Rifaat A. (2009) : « Risks in Islamic banks: Evidence from empirical research », Journal of Banking Regulation, March 2009, Volume 10, Issue 2, pp 153–163.

Oldfield, G. and Santamero, A. (1997) Risk management in financial institutions. Sloan Management Review 39(1): 33–46.

Repullo, R., Suarez, J. (2000) : « Entrepreneurial moral hazard and bank monitoring : a model of the credit channel », European Economic Review, 44(10), 1931-50.

S.A. Salman [2013] : “State of Liquidity Management in Islamic Financial Institutions”, Islamic Economic Studies, Vol. 21, No. 1, pp.63-98.

Shrieves, R.E. and Dahl, D. (1992), “The Relationship between Risk and Capital in Commercial Banks,” Journal of Banking and Finance 16, 439-457

V. Sundararajan, [2007]: Risk characteristics of Islamic product: Implications for risk measurements and supervision. Archer, S. and Karim, R. (Eds.) : Islamic Finance: The Regulatory Challenge, Singapore, John Wiley & Son (Asia) Pte Ltd.